GÉOPOLITIQUE | CHRONIQUE

PAR SYLVIE KAUFFMANN

Le retour de l'homme blanc

Dans les années 1990, aux Etats-Unis, sous la présidence de Bill Clinton, grand défenseur des minorités, un personnage avait fait irruption dans le paysage politique conservateur : *the angry white male*. L'« homme blanc en colère » était le fruit d'un *backlash*, un retour de bâton contre les politiques de discrimination positive destinées à donner accès aux femmes, aux Noirs et aux Hispaniques à l'égalité des chances.

Pour l'homme blanc en colère, la discrimination positive était un jeu à somme nulle. Si les femmes, les Noirs, les Hispaniques ou les Asiatiques y gagnaient, alors forcément, lui, l'homme blanc, y perdait. L'idée que tout le monde pût, au bout du compte, y gagner ne l'effleurait pas. Il perdait sa suprématie, se sentait discriminé à son tour, et c'était dur.

Certains se sentirent menacés aussi dans leur masculinité. On vit naître d'étonnants mouvements comme celui des Promise Keepers, qui pouvait réunir 60 000 hommes dans un stade pour prier ensemble, se serrer les coudes et faire face virilement à tous les défis que leur lançait cette société dont ils n'étaient plus les maîtres.

Les deux mandats de George W. Bush, mâle texan, l'attaque du 11-Septembre et les guerres qui suivirent placèrent le curseur ailleurs. L'homme blanc en colère eut d'autres raisons de se défouler. Et avec l'élection de Barack Obama, premier président noir, beaucoup crurent l'Amérique réconciliée, et cette colère disparue.

Elle n'était que contenue : on la vit monter pendant toute la campagne électorale de 2016, pour finir par exploser le 8 novembre de cette année-là, avec la victoire de Donald Trump sur une femme, Hillary Clinton, qui incarnait à elle seule tout le ressentiment de l'homme blanc.

Femme de Bill, héritière d'Obama, bourgeoise, intellectuelle, ambitieuse, féministe, soutenue par les minorités : elle cochait toutes les cases. *« La cible du candidat Trump,* explique un de ses partisans, *c'était les hommes blancs des classes laborieuses. »* Dans les meetings, il trouva un mot d'ordre pour Hillary Clinton : *« Lock her up ! »* (« Enfermez-la ! ») Deux ans après, il marche encore.

Avec Trump à la Maison Blanche, l'homme blanc est roi – il suffit de voir les photos de ses équipes. La démission inattendue, mardi 9 octobre, de l'ambassadrice des Etats-Unis aux Nations unies, Nikki Haley, l'une des rares femmes de l'administration Trump, ne fait que renforcer cette image.

Mais le milliardaire a beau avoir gagné, il est toujours en colère ; c'est son carburant. Et surtout, il fait des émules. L'homme blanc en colère est de retour, au sommet, et sans partage. Il a repris le dessus. La confirmation du juge Brett Kavanaugh à la Cour suprême des Etats-Unis, le 6 octobre, à l'issue d'une bataille d'une impitoyable férocité pour le protéger d'une accusation d'agression sexuelle, en est l'illustration ultime. Face à son accusatrice calme et retenue, le magistrat a donné libre cours à sa rage et à sa frustration de se voir la cible d'une telle indignité. Et il a gagné.

CETTE STRATÉGIE DE LA DIVISION EST UN TERRIBLE RETOUR EN ARRIÈRE

LE MODÈLE DE L'HOMME FORT A LARGEMENT PRÉCÉDÉ DONALD TRUMP, Y COMPRIS AU XXIe SIÈCLE

Le modèle de l'homme fort, à vrai dire, a largement précédé Donald Trump, y compris au XXIe siècle : le Russe Vladimir Poutine, le vétéran, a sans doute inspiré Recep Tayyip Erdogan, fermement installé à la tête de la Turquie.

En matière de concentration des pouvoirs, le président chinois, Xi Jinping, n'a toutefois rien à leur envier. Et dans un tout autre genre, en Europe centrale, le Hongrois Viktor Orban et le Polonais Jaroslaw Kaczynski ont assis un pouvoir de moins en moins partagé dans un cadre démocratique. Mais la rage n'est pas leur moteur.

Elle est en revanche au cœur du discours de Rodrigo Duterte, le président philippin, de Matteo Salvini, l'homme fort des Italiens, qui cultive son image de macho antimigrants, et de Jair Bolsonaro, dernier avatar de l'homme blanc en colère. Cet ancien capitaine vient de remporter haut la main le premier tour de l'élection présidentielle au Brésil, avec un credo d'extrême droite, rythmé par des propos dont le racisme, la misogynie et l'homophobie sonnent comme une revanche dans un pays défini par sa diversité, et qui avait porté une femme, Dilma Rousseff, à la présidence.

Comme Rodrigo Duterte, Jair Bolsonaro tourne les femmes et le viol en dérision, et méprise celles qui gèrent des foyers sans mari. Comme Trump, il a réussi à indigner suffisamment de femmes pour qu'elles descendent dans la rue : au Brésil comme aux Etats-Unis, les manifestations de femmes, qu'on aurait cru révolues, sont, elles aussi, de retour.

Une véritable stratégie politique

Ces femmes ne sauraient décider seules de protester : pour le président Trump, elles sont forcément *« payées par* [George] *Soros »*, le philanthrope libéral, bête noire de ces hommes forts, de Poutine à Orban. En réalité, les efforts calculés du président américain pour discréditer Christine Blasey Ford, l'accusatrice de Brett Kavanaugh, depuis que ce dernier a remporté la bataille de la Cour suprême, relèvent d'une véritable stratégie politique : exploiter la colère des hommes (républicains) contre les féministes (démocrates) en vue des élections de mi-mandat du 6 novembre.

Il faut donc la faire monter encore, cette colère. Lors d'un meeting récent devant ses électeurs, Donald Trump s'est amusé à mimer, pour la ridiculiser, les hésitations de Christine Blasey Ford au cours de son audition par les sénateurs. Il a affirmé, contre l'évidence, que son témoignage était *« un faux, monté de toutes pièces par les démocrates »*. Lorsque le juge a prêté serment, Donald Trump lui a présenté ses excuses, à lui et à sa famille, pour *« l'humiliation »* que lui a infligée cette épreuve, le déclarant blanchi, d'autorité.

Cette stratégie de la division est un terrible retour en arrière. A peine confirmé, le juge Brett Kavanaugh s'est installé dans ses nouveaux bureaux de la Cour suprême. Christine Blasey Ford, elle, ne peut pas regagner son domicile : elle continue de recevoir des menaces de mort. ●

Tirage du *Monde* daté mercredi 10 octobre : 185 555 exemplaires

CLIMAT : IL N'EST PAS TROP TARD POUR RÉAGIR

ÉDITORIAL

Les signes de l'accélération du réchauffement climatique sont toujours plus alarmants. L'année 2017 vient d'être classée comme l'une des trois années les plus chaudes de l'histoire moderne, les banquises polaires fondent à vue d'œil et font inexorablement monter le niveau des océans, tempêtes et sécheresses dévastatrices se multiplient, avec des effets de plus en plus inquiétants sur la biodiversité.

Les cris d'alarme sont toujours plus insistants pour mettre en garde contre les conséquences de ce dérèglement dont plus personne – du moins plus personne de sérieux – ne conteste qu'il résulte de l'activité humaine, des émissions de gaz à effet de serre et de l'augmentation incontrôlée des surfaces cultivées. Le dernier en date, lundi 8 octobre, est celui du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), qui a rendu public un rapport dont on veut croire qu'il n'est pas celui de la dernière chance.

Cette organisation, placée sous la tutelle du Programme des Nations unies pour l'environnement et de l'Organisation météorologique mondiale, a été créée en 1988 pour éclairer les décideurs et la communauté internationale sur la question climatique, c'est-à-dire sur la réalité du réchauffement, ses causes premières, ses impacts multiples, ainsi que sur les voies et moyens qui permettraient de l'endiguer ou d'en atténuer les effets. En trente ans, le GIEC a rendu cinq rapports d'évaluation (1990, 1996, 2001, 2007 et 2013) et trois rapports spéciaux (2000, 2012, 2013) avant celui qui vient de paraître.

Ce dernier s'inscrit dans le prolongement de l'accord de Paris, scellé en décembre 2015 dans le cadre de la COP21, qui a prévu de contenir l'élévation de la température moyenne de la planète *« nettement en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels »*. Les experts du GIEC adressent deux messages essentiels aux décideurs mondiaux.

Le premier est catégorique. Les émissions de gaz à effet de serre liées aux activités humaines sont la cause principale du réchauffement climatique et celui-ci s'accélère : au rythme actuel, on au
1,5 °C d'augmentatio
mondiale entre 2030
lue précisément, pou
différence d'impact d
1,5 °C ou de 2 °C, d'ici à
fonte de la banquise, l
la mer, l'augmentati
tielles, l'intensité des
pêche, les cultures ou

Le second message
seulement, martèlen
tal d'éviter un réchau
de non-retour pour la
encore possible de le
diguer en partie ses
treuses. Cela suppose
transitions très rapid
dans tous les domain
ture, habitat, transpo
cières...). Bref, d'une
autre, un changemen
de développement.

Or, c'est bien là que
des déclarations d'int
Paris, conclu en 2015
novembre 2016, auc
œuvre les mesures n
chissement de ses ém
de serre. La France pas
parler des Etats-Unis o
Etats, en réalité, prati
l'autruche. Coupables